

Echanges Méditerranéens actualités



la lettre mensuelle

Octobre 2012
n°17

Site internet de l'association : <http://aem.portail-gref.org>



Jean-Yves OLLIVIER

Editorial

Dans ce numéro

- ▶▶ Editorial
- ▶▶ Colloque SESAME
- ▶▶ Relecture et bénévolat
- ▶▶ Assemblée générale virtuelle 2012
- ▶▶ Séminaire en Egypte
- ▶▶ Nominations et manifestations signalées
- ▶▶ Bulletin d'adhésion 2012

Suite à l'assemblée générale de notre association qui s'était tenue à Khenchela (Algérie) en décembre 2011, le bureau avait décidé d'organiser à l'avenir nos colloques, point fort de nos activités annuelles, en s'associant avec d'autres partenaires intéressés, pour mutualiser nos moyens et amplifier la diffusion des travaux menés.

En 2012, nous avons l'opportunité d'être associés à l'organisation d'un séminaire international sur le thème : « **EAU ET SECURITE ALIMENTAIRE EN MEDITERRANEE** », en partenariat avec le CGAAER (Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux – Ministère chargé de l'agriculture- France), le CGDA (Conseil général du développement agricole – Ministère de l'agriculture – Maroc), l'AFD (Agence française de développement – France) , Agropolis International (Montpellier), le CIHEAM (Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes) et le Plan Bleu.

L'organisation du **SESAME** (Séminaire Eau et Sécurité Alimentaire en Méditerranée) a été décidée suite à la présentation au 6^e Forum mondial de l'eau (qui s'est tenu en mars 2012 à Marseille) du rapport « *Eau et sécurité alimentaire. Face au changement global, quels défis et quelles solutions ? Contribution au débat international* », la Méditerranée étant peut-être la région du monde la plus concernée.

Compte tenu des objectifs de notre association, il est apparu naturel à son bureau de s'associer à cette démarche et d'intégrer cette manifestation dans notre activité 2012. En fait, le séminaire aura lieu les 21 et 22 février 2013 à Agropolis Montpellier.

Cette « *lettre mensuelle* » est l'occasion de vous faire le point sur l'organisation de SESAME fin septembre 2012 sachant que le document qui vous est communiqué est encore provisoire à ce stade. Mais, il vous permet de connaître les objectifs visés, la structure de son organisation et le nom des intervenants sollicités. Le comité d'organisation, au sein duquel je représente « *Echanges Med* » bouclera prochainement l'organisation définitive de SESAME, dont nous vous informerons.

Jean-Yves OLLIVIER
Vice - président

Séminaire « Eau et Sécurité Alimentaire en Méditerranée » (SESAME)

Groupe de réflexion pour un rapport d'interpellation

Problématique et objectifs

Il y a 40 ans, le *Club de Rome* alertait sur les risques des évolutions planétaires. Si ses conclusions ont été alors jugées trop alarmistes, la raréfaction et la dégradation des *ressources naturelles* conduisent bien pourtant aujourd'hui à une montée des risques, imposant de véritables *changements de paradigmes* dans nos visions du progrès humain. Le G20 (Cannes, novembre 2011) s'est notamment inquiété de la question de l'eau et de la sécurité alimentaire. La montée des problèmes peut en effet conduire à des instabilités sociales et politiques et à des migrations de grande ampleur et de nouvelles « *réponses* » sont aujourd'hui nécessaires.

La question est à la fois locale et globale. Les ménages vulnérables et les pays pauvres en ressources sont en effet touchés, directement par la dégradation des écosystèmes et des ressources, et indirectement, car les problèmes de sécheresses, d'inondations, d'érosions, de surexploitations et de gaspillages des ressources, contribuent au nouveau déséquilibre offre/demande, et donc à la montée des prix mondiaux. Or, la population mondiale va encore s'accroître d'un milliard d'habitants d'ici 2025. La crise alimentaire de 2007-2008, qui a conduit à des émeutes dans 37 pays, doit par conséquent être considérée comme une *alerte précoce*.



Le 6^{ème} Forum mondial de l'eau, tenu du 12 au 17 mars 2012 à Marseille, a été l'occasion d'un progrès. Il a notamment donné lieu à la préparation et à la présentation du rapport « *L'eau et la sécurité alimentaire. Face au changement global, quels défis et quelles solutions ? Contribution au débat international* ». Le rapport alerte sur la montée des risques et met en exergue 40 exemples concrets de *solutions*.

La *Méditerranée* est peut-être la région du monde la plus concernée :

- Elle regroupe la plus grande part de la population mondiale en situation de pénurie d'eau.
- La ressource est la plus rare au sud et à l'est, là où la croissance démographique reste encore forte et là où les besoins sont les plus grands.
- Les problèmes de *non durabilité* (surexploitation, érosion et désertification, salinisation, étalement urbain,...), de sécheresses et de déséquilibres territoriaux entre littoraux convoités et arrière-pays ruraux marginalisés sont de grande ampleur.
- Les sociétés et les écosystèmes sont et seront touchés de plein fouet par le changement climatique.
- Pratiquement, plus aucun pays « *méditerranéen* » ne peut, seul, assurer sa sécurité alimentaire et la situation de pénurie va encore s'aggraver fortement.

Des *solutions* prennent cependant forme et pourraient être multipliées. Celles-ci, d'abord *locales et nationales*, visent à mieux sécuriser, gérer et valoriser les eaux *bleues* et *vertes* des territoires, base productive de l'agriculture, et à sécuriser l'accès à l'alimentation des ménages vulnérables.

Les solutions pourraient aussi être de niveau *régional*. En effet :

- L'Europe et le sud et l'est méditerranéens, en forte interdépendance (environnement, migration, commerce, tourisme, économie), partagent un *destin commun* : des crises hydriques et alimentaires graves au sud et à l'est se répercuteront sur tout l'espace euro-méditerranéen.
- Les pays méditerranéens des 3 rives ont pour eux beaucoup de problèmes et d'atouts communs : ils peuvent donc gagner au partage régional des expériences.
- Des complémentarités pourraient être trouvées au niveau euro-méditerranéen entre pays riches et pauvres en ressources pour, à la fois, mieux sécuriser les approvisionnements en céréales et mieux restaurer et valoriser les écosystèmes méditerranéens.

Un nouveau « *deal* » pourrait ainsi être recherché dans un intérêt mutuel bien compris.

Ces sujets nécessitent d'être débattus avec la hauteur de vue nécessaire afin de produire des analyses utiles tant au débat contradictoire qu'aux décideurs. La création d'un *groupe de haut niveau* de personnalités y participant « *intuitu personae* », est ainsi proposée. Le séminaire de février 2013 a pour objectif d'initier ce groupe et de produire un premier rapport d'interpellation politique (rapport d'alerte et de vision).

Organisation, intervenants, participants et dates

Le projet, initié par le CGAAER (France) et le CGDA (Maroc), est également soutenu par l'AFD, Agropolis international et 3 acteurs « *méditerranéens* » régionaux : le CIHEAM, le Plan Bleu et l'ONG « Échanges méditerranéens ». Les partenaires sont regroupés dans le comité d'organisation¹ du séminaire.

Les institutions représentées au comité d'organisation

Le **CGAAER**, Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux, est l'instance de conseil, d'expertise, de prospective, d'inspection et d'appui à la définition et à l'évaluation des politiques publiques du ministère français en charge de l'agriculture.

Le **CGDA**, Conseil général du développement agricole, est chargé auprès du Ministre de l'agriculture du Maroc d'une mission d'analyse, de prospective et de réflexion stratégique.

L'**AFD**, Agence française de développement, agit depuis 70 ans pour favoriser le développement et lutter contre la pauvreté dans les pays du sud. La Méditerranée est une de ses zones prioritaires d'intervention.

Agropolis international, plate-forme scientifique internationale tournée sur la Méditerranée, regroupe sur Montpellier 27 établissements scientifiques et de nombreux autres acteurs du développement, dont des collectivités territoriales.

Le **Plan Bleu**, centre d'activités régionales financé par l'ensemble des pays riverains et par la communauté européenne dans le cadre des Nations unies (PNUE/PAM), est chargé de produire de l'information et de la connaissance sur les enjeux environnementaux et de développement durable pour éclairer les processus de décision.

Le **CIHEAM**, Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes, instance intergouvernementale regroupant 13 pays riverains, a une mission de coopération structurée sur trois grandes activités : les formations spécialisées post-universitaires, des recherches en réseau et l'animation du débat politique régional.

Echanges méditerranéens, ONG internationale, rassemble 250 ingénieurs et universitaires des deux rives. Elle vise à renforcer les liens par le partage des connaissances et expériences pour contribuer ensemble aux réflexions sur notre avenir commun : le développement économique et social des territoires et la gestion durable des ressources naturelles.

Les intervenants, invités à former ensemble le *groupe*, sont des personnalités réputées dans leurs pays respectifs ou au niveau régional pour leurs compétences et leurs engagements méditerranéens.

Le séminaire d'une durée d'un jour et demi se tiendra les 21 et 22 février 2013 à Montpellier. Il sera ouvert à des participants invités à travers les différents membres du comité d'organisation.

Déroulé du séminaire, intervenants pressentis

Le Séminaire comprendra 4 parties. Il sera introduit par la France, pays organisateur, et conclu par le Maroc, co-initiateur du projet. Les deux intervenants pourraient être respectivement :

- **Bertrand Hervieu***, nouveau vice-président du CGAAER, ancien secrétaire général du CIHEAM et ancien responsable de la recherche agronomique française (cf page 11),
- **Mohamed Aït Kadi***, président du CGDA et du comité technique du partenariat mondial pour l'eau.

¹ Membres : Sophie Villers (présidente), Guillaume Benoit (auteur du rapport *eau et sécurité alimentaire* et animateur du groupe), Xavier Meignien et Denis Baudequin (CGAAER), Mohamed Aït Kadi (CGDA), Pierre Blanc et Sébastien Abis (CIHEAM), Dominique Legros et Jean Pierre Giraud (Plan Bleu), Bernard Hubert, Paul Luu et Mélanie Brouin (Agropolis international), Naomi Noël (AFD), Jean-Yves Ollivier (Echanges Med), Abdelkader Hamdane, Bernard Brillat, Daniel Zimmer

Partie 1 : La problématique méditerranéenne en regard de la problématique mondiale : une mise en perspective

- Cette première partie a pour objectif d'introduire la thématique. L'exposé s'appuiera sur : i) les résultats du rapport « Eau et sécurité alimentaire » du Forum de Marseille, ii) les résultats du groupe de travail « indicateurs », préparatoire au séminaire et iii) les résultats du questionnaire de l'association « Echanges méditerranéens » sur l'avenir de la région. L'exposé fera ressortir les dynamiques à l'œuvre, les grandes spécificités régionales et les risques et défis à relever ainsi que quelques grandes voies ou pistes de solutions possibles.

Partie 2 : Présentation d'exemples de solutions

Lors du cocktail du jeudi 21 au soir, 4 ou 5 exemples de solutions seront présentés autour de panneaux illustrés. Les exemples seront sélectionnés par le comité d'organisation.



Partie 3 : En quoi la problématique « Eau et sécurité alimentaire » nous interpelle-t-elle dans nos pays respectifs ? Que viser en priorité dans son pays et en coopération ?

Le rapport « Eau et Sécurité alimentaire » interpelle les pays car, c'est d'abord au niveau local et national que les défis sont posés et que les solutions doivent se trouver. Si les pays méditerranéens sont confrontés à des problèmes largement communs, les situations peuvent cependant différer notablement d'un pays à l'autre. La troisième partie fera ressortir cette diversité de situations en donnant la parole à 6 experts nationaux, invités, en une vingtaine de minutes, à dire ce qui leur paraît essentiel sur 2 points :

- En quoi le rapport « Eau et sécurité alimentaire » interpelle-t-il ? Quels atouts, faiblesses, opportunités et menaces pour le pays concerné ?
- Que viser en priorité tant au niveau national qu'au niveau de la coopération régionale ? Quelle priorité dans les politiques, institutions et process, quel deal régional pourrait-on envisager ?

Les 6 pays proposés à l'analyse (Tunisie, Algérie, Egypte, Jordanie, Turquie, Espagne), sont à la fois tous très concernés par la problématique de l'eau et de la sécurité alimentaire, et dans des situations assez spécifiques. L'Egypte, seul pays dont toute l'agriculture est irriguée, est notamment un cas unique dans la région. Dans tous les autres pays, l'agriculture pluviale et l'élevage pastoral sont importants et les déséquilibres territoriaux (entre plaines et arrière-pays arides et montagneux) prononcés. La Turquie se distingue cependant car elle est, avec la France, le seul pays riverain qui dispose d'assez d'eau et de terres pour être exportateur net.

Tous les pays ont d'importants problèmes de non durabilité : surexploitation, salinisation, désertification, pertes de terres agricoles de qualité par étalement urbain. Les pays du sud sont aussi confrontés au problème du coût devenant insoutenable, des subventions à la consommation des produits de base, alimentaires et énergétiques. La Tunisie et la Jordanie, confrontées à d'importantes pénuries, sont en pointe dans les politiques de *gestion de la demande en eau*.

Les intervenants pressentis sont respectivement :

- M. **Muhammad Shatanawi**^{2*}, universitaire et ancien ministre de l'eau de la Jordanie,
- M. **Abdelkader Hamdane**^{*}, chercheur à l'Institut agronomique de Tunis et ancien directeur général du génie rural de la Tunisie. M Hamdane a été notamment en charge de la mise en œuvre de la politique nationale d'économie d'eau en agriculture,
- M. **Mohamed Si Youcef**, forestier, ancien directeur général de l'environnement de l'Algérie et auteur d'une thèse de doctorat sur « *quel environnement durable en Algérie ?* »,
- M. **Mahmoud Abou-Zeid**, ancien ministre de l'irrigation et des ressources hydrauliques de l'Égypte ou M. **Mohamed Safwat Abdel Dayem**, secrétaire général du conseil arabe de l'eau,
- M. **Yasar Yakis**, ancien ministre des affaires étrangères de la Turquie,
- M. **Alberto Garrido**, expert en économie agricole et co-auteur du livre « *Water policy in Spain* ».

M. **Jean-Luc François**^{*}, responsable de l'agriculture et du développement rural à l'AFD, proposera enfin une lecture plus régionale de la question.

Partie 4 : Eau et sécurité alimentaire en Méditerranée : quelle vision pour l'avenir ? Les points de vue de personnalités et de scientifiques méditerranéens engagés

La 4^{ème} partie a pour objectif d'enrichir l'analyse par des paroles libres de personnalités engagées pour la Méditerranée. Leurs interventions permettront de croiser des regards de diverses disciplines (économique, sociologique, agronomique, écologique, géographique, philosophique) et de contribuer à l'élaboration du *rapport d'interpellation*. Les intervenants seront invités à dire ce qui leur paraît essentiel en termes de *vision* et de conditions du nécessaire changement. Les interventions envisagées sont les suivantes :

- M **George Corm**^{*}, spécialiste de la Méditerranée contemporaine, professeur à l'université St Joseph de Beyrouth, donnera son *point de vue d'économiste et de politologue*. Il pourra notamment développer les conditions d'un *changement de paradigme* dans les pays et au niveau euro-méditerranéen.
- M. **Grigori Lazarev**^{*}, donnera le *point de vue du sociologue rural*, sur l'avenir des zones arides et montagneuses du sud et de l'est de la Méditerranée, lesquelles regroupent la plus grande part de la population rurale pauvre et vulnérable de Méditerranée, et sur le « *quoi faire* » et le « *comment faire* » pour sortir d'approches technicistes inefficaces afin de restaurer les écosystèmes productifs.
- M. **Mohamed Naciri**^{*} donnera son *point de vue de géographe et d'historien* sur les spécificités des territoires méditerranéens et sur les conditions du maintien de la stabilité. Il développera notamment la nécessité d'agir d'abord à l'échelle locale et de faire évoluer les politiques publiques.
- Le *point de vue de l'agronome* pourrait être présenté par M. **Mahmoud Sohl**, directeur général de l'ICARDA. L'intervention fera ressortir les risques d'impasses actuels, les marges de progrès possibles et les conditions fondamentales d'un passage à une *agriculture durable* en Méditerranée.
- Le *point de vue de l'hydrologue, de l'écologue et de l'aménageur du territoire* pourrait être donné par M. **Mohamed Ennabli**, pionnier de la réflexion méditerranéenne sur le développement durable, et ancien président du conseil d'évaluation de la recherche scientifique de Tunisie.
- Le *point de vue du « philosophe »* pourrait être donné par M. **Henry Laurens** du collège de France, auteur du "*Rêve méditerranéen*". Une expression historique, philosophique et géopolitique de la thématique mérite en effet d'être développée, le sujet majeur des risques de mouvements massifs de population ou de construction d'un *new deal* méditerranéen devant être clairement posé.

Des débats avec la salle permettront d'enrichir la réflexion et les propositions.

Suite du séminaire

Le groupe, assisté des membres du comité d'organisation, préparera le rapport d'alerte et de vision que les différents partenaires et participants s'attacheront à diffuser largement.



^{2*} : personnes ayant déjà donné leur accord de principe pour participer au séminaire

Proposition de Projet

Relecture bénévole de travaux d'étudiants (mémoires, rapports, études ...)



par Alain Le Jan

Projet pour Échanges Med : proposer aux étudiants la relecture de leurs travaux ; nous avons tous un rôle à jouer pour tester cette proposition.

Les journées organisées par notre association à Khenchela ont confirmé

- le grand nombre d'étudiants conduisant des études supérieures dans nos domaines de l'eau, la forêt, l'énergie et le développement durable des territoires méditerranéens ;
- l'intérêt manifesté par les étudiants à notre association dont ils apprécient le caractère international et les expériences pluridisciplinaires de ses membres, leur attention et leur bienveillance ;
- à notre grand regret, le fait que nous intimidons les étudiants et les jeunes professionnels qui n'osent pas nous rejoindre.

Pour aller au devant des jeunes générations et pour « briser la glace » entre elles et nous, nous pourrions assurer bénévolement la relecture de mémoires et autres travaux pour le compte des étudiants en leur permettant ainsi de mieux connaître Échanges Méditerranéens. A titre d'exemple, une action de ce type fonctionne efficacement à grande échelle à la Cité internationale universitaire de Paris entre les anciens résidents et les résidents actuels.

Il suffit de quelques principes clairs :

- les étudiants qui demandent à faire relire gratuitement leur travail (mémoire, rapport, article, voire thèse) peuvent bénéficier d'un avis sur la forme de leur document (correction de l'orthographe et de la syntaxe, présentation,...) mais peuvent aussi recevoir des suggestions portant sur le fond (élément à valoriser, point à clarifier, ...);
- les relecteurs s'engagent à relire bénévolement mais très sérieusement le document dans un délai convenu avec le demandeur, en garantissant la confidentialité ;
- les modifications suggérées se font selon la technique « *des modifications apparentes* » ce qui permet au bénéficiaire qui les reçoit de les visualiser rapidement puis de les accepter ou de les refuser.

On aura compris que, pour un tel service, les échanges se font essentiellement par messagerie électronique, ce qui n'exclut pas, bien sûr, des rencontres « *face à face* » lorsqu'elles sont possibles. L'étudiant adresse sa demande au « *guichet* » mis en place par Echanges Méd, en donnant les informations indispensables : nature et titre du document, nombre de pages, date à laquelle la relecture doit être terminée. Il joint une ou deux pages à titre d'échantillon du document à relire. Ce sont ces éléments que le « *guichet* » va diffuser aux relecteurs potentiels pour rechercher celui qui assurera la relecture. « *Relu* » et « *relecteur* » échangent alors directement entre eux, avec toujours une copie de leurs messages au « *guichet* » afin de veiller au bon déroulement de l'opération.

La confidentialité est, bien sûr, une règle impérative que chacun s'engage à respecter.

Le bénévolat est également une règle absolue. Le relecteur applique les bonnes pratiques du bénévolat : il apporte autant de sérieux qu'il le ferait s'il s'agissait d'une mission professionnelle classique. Il est seulement demandé à l'étudiant bénéficiaire de la relecture de s'intéresser aux activités d'Échanges Med et de les relayer autour de lui, en attendant -ce que nous lui souhaitons bien sûr- d'adhérer plus tard à l'Association.

Des contacts rapides au sein du bureau élargi de l'Association montrent qu'il y a déjà, dans les pays et les disciplines couvertes par l'Association, des candidats pour relire les documents. Je suis moi-même volontaire pour assurer le démarrage du « *guichet* ».

Il faut maintenant tester l'idée auprès des étudiants, et l'attention de tous s'impose. Comment ? Tout simplement en faisant circuler l'information aux jeunes de notre entourage, en leur demandant leur avis sur ce projet et en faisant parvenir les observations à l'adresse echmed.relecture@orange.fr.

Afin de ne pas perdre de temps, il est même possible d'adresser dès maintenant des demandes de relecture qui permettraient de rôder notre méthode.

Assemblée Générale du 29 juin 2012

Compte-rendu

par Pierre Fauré

Le calendrier des activités 2012 de l'association " *Échanges Med* " ne comportant pas l'organisation de prochaines XIII^{èmes} Rencontres, rencontres qui habituellement permettent de tenir, dans l'année en cours, l'Assemblée générale requise suivie d'un Conseil d'administration, le bureau de l'association a décidé, dans ce cas d'exception, d'avoir recours en fin de premier semestre, à une consultation des membres par la voie électronique valant Assemblée générale virtuelle. Cette consultation a donc été lancée en date du 29 juin 2012.

Le dépouillement des réponses a été effectué par le secrétaire général de l'association, au fur et à mesure de l'enregistrement des réponses qui lui furent adressées par les membres consultés.

Les résultats de ce dépouillement ont fait l'objet d'une présentation synthétique permettant de prendre une connaissance rapide :

- ✓ des résultats des votes des 4 résolutions,
- ✓ du choix des administrateurs en termes de renouvellement ou d'élection pour 3 ans,
- ✓ des 8 contributions libres exprimées sur l'avenir et les enjeux de l'association.

Ce travail ayant été préalablement envoyé aux membres du bureau élargi susceptibles d'être présents ce jour-là en réunion, a été passé en revue en séance et approuvé en sa forme.

Les différents points et éléments de cette assemblée générale sont résumés de la façon suivante :

1^{ère} partie – statutaire

Au titre de cette première partie statutaire, quatre résolutions rituelles, avec leurs pièces jointes nécessaires, étaient proposées au vote par correspondance des membres de l'association consultés.

23 membres consultés ont répondu en détail et leurs votes ont été pris en compte.

37 membres consultés ont accusé réception du dossier de cette AG virtuelle sans toutefois y répondre.

Compte tenu du nombre de votes exprimés, l'Assemblée générale peut être considérée comme ayant valablement délibéré.

1. Rapport moral du président

1^{ère} résolution

L'Assemblée générale approuve à l'unanimité le rapport moral 2011 présenté par le président sortant.

2. Approbation des comptes de résultats et bilans de 2011 ainsi que du projet de budget 2012 et point sur sa réalisation

2^{ème} résolution

L'Assemblée générale approuve les comptes de l'exercice 2011 et le projet de budget proposé par le conseil d'administration pour 2012 ainsi que le montant des cotisations pour ce même exercice.

L'Assemblée générale donne quitus définitif et sans réserve aux président, trésorier et administrateurs de leur gestion pour l'exercice 2011.

Votes exprimés :

- 22 votes approuvant la 2^{ème} résolution

- 1 abstention.

3. Renouvellement du conseil d'administration

☛ En ce qui concerne la délégation française, seules les candidatures d'**Alain Le Jan** et **Jean Jaujay** étaient proposées par le Bureau d' EM ; aucune autre proposition n'a été formalisée ou suggérée lors de cette consultation.

☛ En ce qui concerne la délégation du Maroc, **Adil Bennour** a fait connaître son accord pour rejoindre le CA de l'association à l'occasion de l'envoi de son vote. Cet accord n'a pas pu être communiqué aux membres consultés, et il n'a été connu à temps que des votants marocains et du secrétaire général de l'association. Quant à la candidature de **Hassan Lamrani**, elle n'a pas été confirmée à ce jour, l'intéressé ayant demandé un délai de réflexion de plusieurs mois.

☛ En ce qui concerne la délégation de Tunisie, **Abdelkader Hamdane** avait accepté de faire partie du CA de notre association et son accord avait été mentionné à temps auprès de tous les membres consultés. Quant à la candidature de **Najet Gharbi**, aucune réponse de l'intéressée ne nous est encore parvenue.

Désignation des nouveaux administrateurs :

Délégation française : **Alain Le Jan** et **Jean Jaujay** (19 votes)

Délégation marocaine : **Adil Bennour** (4 votes marocains sur 4 + 1 vote autre) + (2 votes sous réserve d'accord de l'intéressé sur sa candidature),

Délégation tunisienne : **Abdelkader Hamdane** (20 votes).

Autres:.....néant

3^{ème} résolution

L'Assemblée générale approuve, au titre de l'année 2012, l'élection ou le renouvellement des membres du Conseil d'administration suivants, pour un mandat de trois ans :

- Alain LE JAN – Jean JAUJAY – Adil BENNOUR – Abdelkader HAMDANE.

4. Questions diverses

4^{ème} résolution

L'Assemblée générale confère, à l'unanimité des votants, tout pouvoir au porteur d'un original du procès-verbal de la présente assemblée pour accomplir les formalités consécutives à l'adoption des résolutions qui précèdent.

2^{ème} partie – Vie et avenir de l'association

Au titre de la rubrique 5 du bulletin de vote, il a été demandé aux membres consultés de l'association de livrer une contribution écrite libre détaillant leur avis sur les enjeux et l'avenir de l'association suivant l'énoncé suivant :

«

5. Évolution-adaptation des structures aux contraintes actuelles et perspectives d'action pour les 12 mois à venir,

Au regard de l'enquête lancée par l'association sur les enjeux et l'avenir de l'association que vous avez reçue en son temps et au vu des résultats et commentaires tirés de l'exploitation des réponses écrites au questionnaire alors proposé, publiés dans ECHANGES MED ACTU N°16, il vous est proposé de faire une contribution courte à ce sujet (maximum 15 lignes) ci-après:..... ».

Contributions libres reçues

8 contributions libres ont été reçues à ce titre et figurent sous une forme plus ou moins résumée.

EM doit poursuivre ses efforts en veillant à :

- ✓ limiter ses ambitions à l'organisation de Rencontres annuelles, en collaboration ou pas, selon les circonstances, avec d'autres organisations ;
- ✓ ouvrir, au-delà du recrutement actuel, vers d'autres personnes ou institutions partageant les mêmes centres d'intérêt et, notamment, les jeunes des écoles d'ingénieurs et des universités du pourtour de la Méditerranée ;
- ✓ poursuivre donc l'enquête engagée pour connaître ces écoles et universités et ceci fait, les informer en continu de l'existence et des travaux d'EM. Eventuellement proposer aux étudiants et doctorants identifiés de relire leurs travaux (mémoires, thèses..) ;

- ✓ ne pas subventionner la participation des membres du Sud mais utiliser les éventuelles ressources de l'association pour soit payer le voyage des jeunes doctorants qui font une contribution lors des rencontres, soit, pour les jeunes doctorants du pays hôte des Rencontres, récompenser 2 ou 3 contributions à ces rencontres (attention à la transparence des choix) ;
- ✓ choisir les thèmes des Rencontres au moins 2 ans à l'avance, et ouvrir en même temps au sein d'EM l'appel à candidatures pour le lieu de ces Rencontres en faisant en sorte de s'appuyer chaque fois sur des structures existantes (universités, écoles, institutions,...) ;
- ✓ contenir au maximum les coûts financiers de chaque Rencontre.

EM doit poursuivre ses efforts pour aller au-delà d'un réseau valorisant des liens de camaraderie noués à l'ENGREF :

- ✓ en s'ouvrant aux universités et autres institutions de formation et de recherche, intéressantes en tant que telles, mais aussi en tant que relais vis-à-vis d'anciens formés occupant des postes plus opérationnels sur le terrain ;
- ✓ en s'étendant à d'autres pays au Sud et au Nord, y compris non francophones ;
- ✓ en tentant de mobiliser des adhérents plus jeunes, en utilisant comme relais possibles des étudiants passés par l'ENGREF Montpellier de 1994 à 2004, les liens étant réactivés, tout au moins avec certains d'entre eux : Marocains, Tunisiens, Libanais, Français (les rares ayant eu à travailler sur la zone géographique ou dans les domaines thématiques touchant EM).

Vu le peu d'activités permanentes en dehors des colloques repoussés en 2013, la lettre mensuelle « **Echanges Méditerranéens actualités** » devrait se contenter d'une périodicité « **TRIMESTRIELLE** ».

Ne sont pas encore lisibles les échanges, les réflexions portées par l'Association sur les thèmes « *forêts et société, forêts et territoires* », en liens éventuels avec les autres associations spécialisées sur le sujet. Quels seraient les partenaires non français pour porter une telle thématique ?

Bien que le champ d'action actuel d'EM soit déjà très vaste, un nouveau domaine d'échanges semble cependant intéressant pour tous les pays méditerranéens : la pêche et l'aquaculture.

Par exemple, l'Algérie a de grandes ambitions dans ce domaine. Elle a demandé l'appui de l'Union européenne. EM ne devrait pas avoir de mal à trouver des experts.

C'est déjà beaucoup qu'EM persiste et tout le mérite en revient à un petit noyau dur.

L'année 2013 sera décisive : soit une légère amélioration (on ne peut espérer plus !) et l'avenir de EM est garanti à moyen terme soit le maintien du statu quo actuel et l'avenir de EM devient incertain. « *Qui n'avance recule !* »

J'approuve la décision qui a été prise de différer sur 2013 nos prochaines actions et rencontres, compte tenu en particulier de l'incertitude ou des interrogations actuelles quant à la participation des délégations marocaines et tunisiennes. Je n'en partage pas moins les inquiétudes exprimées par notre camarade **Othmane Lahlou**. J'espère que ce délai que nous nous sommes ainsi donné fera émerger des réactions constructives. Comment les susciter ?

Il convient donc, si l'on choisit de continuer à privilégier les relations entre les ingénieurs français et les ingénieurs d'Afrique du Nord intervenant dans le même domaine d'activité, de réfléchir à une nouvelle raison d'être de l'association et, par suite, à la composition de ses membres.

- ✓ Première idée : faire entrer dans l'association le plus grand nombre possible d'ingénieurs travaillant dans les pays concernés dans de grandes entreprises privées exerçant leurs activités sur les rives nord et sud de la Méditerranée. Des deux côtés de la Méditerranée des ingénieurs exerçant pour le compte de l'État voient le nombre de leurs effectifs diminuer et se cantonner, le plus souvent, aux frontières de leur pays. Ceci est d'autant plus vrai en France où l'administration s'appuie de moins en moins sur les corps techniques pour mettre en œuvre des sciences de l'ingénieur.
- ✓ Deuxième idée : afin de mobiliser le plus grand nombre de ces jeunes ingénieurs, pour la plupart d'entre eux extrêmement occupés au sein de leur entreprise, il convient d'élargir le champ des compétences exercées par ces jeunes ingénieurs. **La mise en œuvre des sciences de l'ingénieur au service du développement durable des territoires** est peut-être un sujet permettant probablement d'intéresser un plus grand nombre de nos jeunes camarades et de toucher un plus grand nombre d'entreprises.
- ✓ Troisième idée : le vivier dans lequel puiser ces ingénieurs, au moins en ce qui concerne la France, ne doit pas être limité au secteur des ingénieurs du GREF et des IPEF. Le secteur des écoles regroupées au sein de l'association de ParisTech, ParisTech ALUMNI, est peut-être beaucoup plus adapté à notre objectif.



Ce séminaire, qui s'est déroulé au Caire, le 10 septembre 2012, s'inscrit dans la poursuite de la coopération franco-égyptienne dans le domaine agricole. Il a réuni environ 80 participants égyptiens, des chercheurs des instituts de l'ARC (Agricultural research council), du Desert research center (DRC) mais également de la faculté d'agriculture de l'Université du Caire. La délégation française réunissait des représentants du MAAF (DGER et CGAAER), d'Agreenium, de l'APCA, de l'Inra, du Cirad avec le conseiller régional pour les questions agricoles.

L'assistance a suivi avec intérêt l'ensemble des présentations et des débats, ce qui s'est manifesté par de très nombreuses questions et une demande unanime de maintenir un canal d'information pour les participants et une proposition de voir l'IFE monter un cycle de lectures ou conférences-débats, sur quelques-uns des grands enjeux auxquels doit faire face l'agriculture en Méditerranée.

Le ministre de l'agriculture d'Egypte, **Pr. Dr. Salah Abdel-Moment** et **M. Nicolas Galej**, ambassadeur de France ont ouvert ce séminaire et ont rappelé les programmes d'échanges et de coopération existants. Ils ont souligné l'importance des défis auxquels l'agriculture en Méditerranée doit faire face, en premier lieu la nécessité d'accroître la production agricole tout en assurant une bonne gestion des ressources naturelles telles que l'eau, les sols et la biodiversité, ceci dans une perspective du changement climatique.

Le séminaire était organisé en deux sessions, une première série de 4 présentations sur les « *principaux acteurs* », pour l'Egypte l'ARC et le DRC, pour la France la DGER et Agreenium. Une deuxième session de 2 tables rondes successives, avec à chaque fois 4 intervenants, 2 pour chaque pays. La première sur « *les objectifs et les outils de la recherche* », la seconde sur « *gouvernance et partenariats* ».

Voici quelques-uns des points clés développés par les présentations puis lors des tables rondes sur les systèmes de Recherche-Formation-Développement agricole en France et en Égypte.

Dans l'introduction du séminaire, la recherche a été positionnée dans l'ensemble cohérent de la Recherche, de la Formation, et du Développement. Chacune de ces trois fonctions se conforte dans leur interaction et toutes contribuent à la production de l'innovation et impliquent une articulation cohérente entre les grandes fonctions.

Plusieurs intervenants ont souligné que la recherche agricole est finalisée ; à la fois appliquée et de pointe, elle doit répondre à des objectifs économiques, environnementaux et sociaux.

La traduction des enjeux économiques, sanitaires et environnementaux en termes scientifiques, sous forme de programme et de projets, est le point clé pour identifier les priorités et faire les choix d'objectifs et de moyens d'un plan stratégique à la fois ambitieux et réaliste, en cohérence avec la politique agricole nationale.

Dans les présentations et dans les questions posées, est souvent revenue l'interrogation : **à qui et à quoi répond la recherche agricole?** En fait, la recherche agricole doit répondre aux attentes de nombreux groupes d'acteurs de la filière agricole et alimentaire, même si la production implique un lien spécifique avec les agriculteurs. Les interlocuteurs de la recherche englobent bien les agriculteurs, mais également les transformateurs, les distributeurs et les consommateurs, sans oublier les acteurs de l'environnement. Ces acteurs doivent s'organiser, notamment pour définir leur attente prioritaire. A ce titre les Chambres d'agriculture en France constituent une référence d'un système d'organisation professionnelle à même de conduire des recherches appliquées et d'identifier les besoins en innovation.

La 2^e table ronde, sur les partenariats, a été très attentivement suivie et a fait l'objet de nombreuses questions. Les exemples proposés par le Cirad, Agreenium et le programme européen Arimnet ont retenu l'attention, le Cirad par des projets multi-partenaires et Agreenium par son ambition d'une synergie entre Recherche, Formation et Développement.

En effet, le Cirad conduit en Égypte plusieurs projets avec des partenaires égyptiens, de l'ARC, du DRC, de plusieurs universités égyptiennes, mais également s'y adjoignent des équipes du Maroc et de l'ICARDA.

L'intérêt des partenariats internationaux a été bien illustré par le programme européen, Arimnet, sur la recherche agricole en Méditerranée, qui a permis de soutenir 10 projets conjoints, dont 3 qui réunissent à la fois des équipes de recherche égyptiennes et françaises, associées à d'autres partenaires de la région.

Au cours de ce séminaire, les grands défis de l'agriculture en Méditerranée ont bien été mentionnés car ils sont au cœur des préoccupations de tous les pays de la région mais un seul séminaire ne pourrait suffire pour approfondir les nombreuses questions soulevées. En fin des débats, une demande s'est exprimée sur le bénéfice que présenterait l'organisation d'un cycle de conférences-débats animés par des experts français, organisé par l'IFE en partenariat avec les instituts et les universités égyptiennes.

Les thèmes suggérés peuvent être regroupés autour de deux axes :

- ▶ **Structuration du secteur agricole** : Les organisations professionnelles agricoles (syndicats, chambres d'agriculture...) - Les coopératives agricoles - Les filières qualité et à forte valeur ajoutée (agriculture biologique, signes de qualité et d'origine...) – Les pôles de compétitivité.
- ▶ **Recherche agricole** : Les agences de financement de la recherche - Les programmes européens dans le domaine de la recherche - La coopération internationale en matière de recherche agricole. – Les nouveaux outils de la sélection végétale et l'utilisation des biotechnologies, cas des OGM - Le changement climatique et l'agriculture.

Les sujets n'ont volontairement pas été hiérarchisés et les échanges doivent se poursuivre entre la France et l'Égypte pour choisir les prochains sujets prioritaires d'intérêt commun ainsi que les conférenciers.



Nominations et manifestations signalées



Bertrand HERVIEU, inspecteur général de l'agriculture, a été nommé vice-président du Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER) à compter du 13 août 2012, par arrêté du ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt qui est le président de ce Conseil général.

Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et docteur en sociologie (thèse sous la direction d'**Henri Mendras**), il a un parcours d'abord scientifique au CNRS, puis, au Ministère de l'agriculture, il fut directeur général de l'enseignement et de la recherche (DGER) de 1985 à 1986 ; il a été conseiller technique de plusieurs ministres de l'agriculture (**Henri Nallet**, **Louis Le Pensec** et **Jean Glavany**) ; en 1991-92 il rejoint le cabinet du Premier ministre **Edith Cresson**.

De 1999 à 2003, président de l'**INRA**, puis de 2003 à 2009, secrétaire général du Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes (**CIHEAM**), en 2009, il est nommé inspecteur général de l'agriculture et intègre le CGAAER. Il préside le conseil scientifique du CIRAD. Il est membre de la Commission nationale française pour l'UNESCO, président des « *Cahiers Agricultures* » de l'Agence universitaire de la francophonie et vice-président du conseil d'administration du CIHEAM.

Bertrand HERVIEU a adressé une note à l'ensemble des membres du CGAAER pour les informer de la teneur de la lettre de mission du ministre **Stéphane Le Foll**. Par ce courrier, le ministre lui demande de contribuer à la préparation de la **loi d'avenir pour l'agriculture** qui devrait être examinée par le Parlement fin 2013. L'ambition de cette loi est de développer le potentiel et la diversité de l'agriculture française et de combiner compétitivité économique et préservation de l'environnement.

Bertrand HERVIEU est l'auteur d'environ 300 articles scientifiques ou de vulgarisation ainsi que l'auteur d'une quinzaine d'ouvrages, seul ou en collaboration. Dernier titre paru : « *Les mondes agricoles en politique* » aux Presses de Sciences Po – 2012 ; à paraître « *Sociologie des mondes agricoles dans la globalisation* » avec **François Purseigle**, chez A. Colin, Coll. U.



Présidence du CFSI (COMITE FRANÇAIS POUR LA SOLIDARITE INTERNATIONALE)

Yves Le Bars succède à Yves Berthelot, en présence de Stéphane Hessel, président d'honneur

Yves Le Bars, 71 ans, est ancien élève de l'Ecole polytechnique et ingénieur général du génie rural des eaux et des forêts (honoraire). Il a assuré pendant plus de 7 ans la présidence du GREC (ONG membre du CFSI), il est président du conseil scientifique de l'ISARA (Institut supérieur d'agriculture de Rhône-Alpes) et administrateur de l'Institut des hautes études pour la science et la technologie (IHEST). Il exerce également une activité de consultant auprès des autorités publiques sur des enjeux du développement durable. Il mettra sa longue expérience au service du CFSI et de ses membres.

« *La solidarité internationale est un élément clé pour la conduite du monde et pour dominer les crises. (...) C'est la double nature du CFSI qui est intéressante : elle est porteuse de projets et elle est aussi plate-forme d'organisations. v (...) Il faut trouver des leviers pour sortir des blocages dans lesquels nous sommes enfermés : les Organisations de la société civile sont un levier, les Organisations syndicales aussi ainsi que les Collectivités territoriales. Le CFSI rassemble ces trois groupes de participants* », a notamment déclaré **Yves Le Bars**.

Rappelons que le CFSI s'est engagé dans trois dimensions de la solidarité :

- Agriculture et alimentation, par l'organisation de la campagne Alimenterre ; en portant au niveau français et de l'UE les exigences de la cohérence des politiques de la PAC avec celle de la promotion du développement ; en soutenant des projets exemplaires, pour les agricultures familiales et pour nourrir la ville.
- Mettre l'économie au service de l'homme : par la promotion d'une formation professionnelle adaptée dans les pays du Sud ; par l'appui très concret à la création d'activités économiques ; par la réflexion sur les voies et moyens de mieux relier Economie sociale et solidaire avec la Solidarité internationale.
- Par la promotion de la participation de tous les acteurs de la société civile aux projets de développement, dans un contexte où la décentralisation gagne du terrain au Sud. Le CFSI porte directement deux projets de ce type en République du Congo et en Algérie, et contribue à la capitalisation de tous les projets du même type lancés par la France. Il appuie aussi, lui-même, les organisations de la société civile de Guinée.

Relevé sur Site internet : <http://www.shf-hydro.org/118-1-manifestations-16.html>
 personne ressource : Société Hydrotechnique de France - Tél. 33 (0)1.42.50.91.03
 mail : shf@shf.asso.fr



14-16 novembre 2012

Espace Conférence des Diaconesses
 18 rue du Sergent Bauchat
 75012 PARIS

Le CETMEF, la Société Hydrotechnique de France et l'AIPCN France organisent conjointement, cinq ans après leur premier colloque en décembre 2007, une seconde édition consacrée aux « grands aménagements maritimes et fluviaux relatifs aux transports, aux risques et aux énergies renouvelables en France et à l'international », dans une perspective « *grand aménagement durable* ».

Ce colloque international se déroulera à Paris durant deux jours, les **14 et 15 novembre**, suivis le **16 novembre 2012** par une journée de visites techniques d'aménagements fluviaux et portuaires en région parisienne:

Signalé

Le programme du colloque organisé le 15 novembre 2012, par le Cercle Français de l'Eau (CFE), sur le thème « Relever le défi de l'économie verte ».

Renseignements et inscriptions - Cercle Français de l'Eau - 21, rue La Boétie 75008 Paris Tél : 01 40 08 03 69
contact@cerclefrancaisdeleau.fr
www.cerclefrancaisdeleau.fr



Pour supprimer votre abonnement, signaler un changement, exprimer vos avis, critiques, suggestions, contributions... par mail à

echangesmed@engref.agroparistech.fr



ANNEE 2012 - BULLETIN D'ADHESION

à " ECHANGES MEDITERRANEENS " (S.V.P. remplir en majuscules)

M. Mme Mlle

ou appellation de l'Association

ou appellation de l'Entreprise

Adresse.....N°

Rue.....

Code Postal.....Ville..... Pays.....

Tél.....e-mail



2012

ADHESION ANNUELLE

Cotisation

Personne Physique

Personne Morale

Membre actif

25 €

15 € (jeune –ingénieur < 30 ans)

10 € (ingénieur-élève)

100 € (association)

200 € (entreprise)

Membre donateur

à partir de 200 €

à partir de 1000 €

**Bulletin d'adhésion à renvoyer avec votre chèque libellé à l'ordre
d'Echanges Méditerranéens**

à

Philippe de QUATREBARBES

Trésorier

Echanges Méditerranéens

19, Avenue du Maine

75732 PARIS Cedex 15

philippe.de-quatrebarbes@orange.fr

siège social : 19 avenue du Maine - 75732 Paris Cedex 15 – n° SIRET 439 182 304 00014

Secrétaire général : Pierre Fauré : pierre.faures54@orange.fr

site internet: <http://aem.portail-gref.org>